

Au Mali, les craintes d'une crise postélectorale

Mali La Cour constitutionnelle a validé la victoire du président sortant.

Le Mali tend inévitablement vers une contestation post-électorale sans précédent", peut-on lire dans le journal malien "Le Pays", pour qui "tous les ingrédients d'une crise post-électorale sont déjà présents". Si en 2013, Soumaïla Cissé avait accepté sa défaite face à Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), le pays se relevant tout juste de la rébellion touarègue, il dénonce cette fois-ci une "fraude monstrueuse" et appelle le peuple malien à se lever face à la "dictature de la fraude". L'adversaire du président sortant, qui ne récolte selon les résultats officiels que 32,84 % des voix contre 67,16 % pour le président réélu, revendique la victoire malgré la validation des résultats et le rejet des recours jugés infondés par la Cour constitutionnelle.

Selon ses propres calculs, le candidat de l'opposition sortirait vainqueur de l'élection présidentielle avec 51,75 % des voix contre 48,25 % pour le président IBK "si on exclut les résultats issus des bourrages d'urnes avérés dans de nombreux bureaux de vote ainsi que les résultats tout simplement fantaisistes dans de très nombreuses localités du Nord du pays", avait-t-il déclaré. La décision de la Cour constitutionnelle de reconnaître la victoire d'IBK confirme "la fraude et la manipulation des résultats" selon le bras droit de

Soumaïla Cissé, Tiébilé Dramé. "Elle avait l'occasion de rendre un arrêt se fondant sur la vérité des urnes. Elle a préféré rendre service au régime", a ajouté le directeur de campagne.

Une population écœurée

Un premier rassemblement samedi dernier a vu quelques milliers de manifestants défilier pour demander la démission du président Keïta. Une mobilisation, organisée par le parti d'opposition de Soumaïla Cissé, au succès mitigé en comparaison de la manifestation de juin réclamant des élections transparentes.

Pour Diakité Kadija Fofana, directrice adjointe de la campagne de M. Cissé, la faible participation s'explique par l'intimidation du gouvernement: "il y a moins de monde car le gouvernement travaille à démobiliser les troupes avec des menaces par-ci, par là. Beaucoup de gens voulaient venir mais ils ont eu peur car on leur avait dit qu'il allait y avoir des troubles."

Une version des faits que soutient Marie Rodet, spécialiste du Mali et enseignante-chercheuse à la School of Oriental and African Studies (SOAS) à Londres, qui déplore "un climat de peur" entretenu par un sentiment d'abandon du peuple malien de la part du gouvernement et de la communauté internationale. "La communauté internatio-

nale a failli, estime la spécialiste. Tout a été fait au premier tour pour décourager les plus motivés, il n'y a pas eu de campagne entre les deux tours, des radios ont été fermées, etc."

Soumaïla Cissé promet une reprise de la contestation après la grande fête de la "tabaski", comme on appelle en Afrique de l'Ouest l'Aïd el Kebir, prévue ce mardi au Mali et dont la préparation occupe l'esprit d'une grande partie des Maliens. Selon Marie Rodet, l'opposition a conscience du risque de provoquer une crise post-électorale et cherche plutôt à peser dans les négociations pour obtenir des postes clés au sein du nouveau gouvernement.

Le président français Emmanuel Macron s'est empressé de féliciter le vainqueur avant même la validation des résultats par la Cour constitutionnelle. Une position qui ajoute à la déception du camp adverse, accusant la France d'avoir trahi son rôle d'arbitre et de garant de la démocratie. Marie Rodet y voit une volonté de l'Etat français de conserver ses intérêts économiques et militaires et de prévenir une potentielle crise postélectorale.

Même si la victoire d'IBK est entérinée, elle garde un goût amer pour les Maliens déçus par ses cinq ans au pouvoir. Selon la chercheuse, "IBK a perdu la bataille du cœur".

Samuel Grimonprez (st.)